

La lutte pour la justice dans la vie économique

Autor(en): **Müller, Hans**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 5

PDF erstellt am: **20.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384013>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La lutte pour la justice dans la vie économique.

Par D^r Hans Müller,
chef du Mouvement suisse des paysans « Heimat ».

L'article qui suit est la reproduction abrégée d'une conférence, sur la base du compte rendu paru dans le journal « Oberland ».

« Etre jeune paysan, débuta le conseiller national D^r Müller, ce n'est pas une chose facile aujourd'hui, car les insultes et les diffamations pleuvent sur moi et mes camarades. Nous sommes rendus responsables de tout ce dont on se plaint. »

Aujourd'hui, il y va de l'avenir et de l'existence de la *jeune génération*. Il existe une opposition entre une partie de la jeune génération, d'une part, et les anciens, d'autre part. Leurs chemins ne sont pas les mêmes. Les vieux, pour beaucoup, ont leur bien à l'abri (parmi les « vieux », il s'en trouve aussi qui sont jeunes d'âge) et c'est à quoi ils pensent avant tout. Mais les jeunes qui ne disposent pas de réserves, qui n'ont que leur force de travail, leur volonté de travailler, eux, les jeunes, luttent pour leur existence.

Lorsque le conseiller fédéral Musy, il y a quelques années, proclama que la déflation était nécessaire, qu'il fallait retourner à la simplicité de nos ancêtres, lorsqu'il déclara que cela exigeait des *sacrifices*, on ne comprit pas et beaucoup n'ont pas encore compris ce qui devait être sacrifié. Aujourd'hui, nous pouvons le dire à M. Musy ce que 10,000 familles de paysans de l'Emmenthal et de l'Oberland bernois ont dû sacrifier. Mais cette regrettable évolution se poursuit et entraîne de nombreux petits artisans dans la ruine. Après le conseiller fédéral Musy vint M. Pilet-Golaz qui au Comptoir suisse déclara que les mesures de contingentement devaient servir la baisse, et enfin le conseiller fédéral Schulthess, dans son discours d'Aarau, défendit le programme de ces messieurs de l'Union suisse du commerce et de l'industrie qui, pour commencer, préconisent une nouvelle baisse de 20 %. Maintenant le peuple sait de quoi il retourne.

Le conseiller fédéral Schulthess motive la baisse en invoquant la nécessité de *sauver notre exportation*. Les mêmes milieux écrivent en même temps que, par suite de l'appauvrissement des classes moyennes, l'étranger n'est plus en état de nous acheter des marchandises. Ainsi, l'on nous recommande, pour le régime intérieur, le remède qui empêche l'étranger d'acheter nos marchandises. Résultat: le pouvoir d'achat des classes moyennes sera diminué à tel point que nous ne pourrons plus rien vendre sur le marché intérieur.

La *surproduction* est, dit-on, la cause de la crise. Oui, on brûle des céréales, on détruit des denrées alimentaires, alors que des cen-

taines de mille hommes crient famine. Est-ce cela de la surproduction? Dans notre pays, nous enregistrons une surproduction de lait, de beurre et de fromage. Nous n'en pouvons plus exporter. Et le moyen de sortir de la crise serait d'affaiblir la capacité d'absorption de notre marché intérieur, afin que l'on ne puisse plus consommer à l'intérieur du pays ce que nous ne pouvons plus exporter?

Ou bien l'on nous dit: « Vous paysans, vous êtes responsables de la crise, pourquoi *produire tant de lait*, alors que les prix baissent? Comme réponse un petit calcul: Il y a 14 ans, l'intérêt d'un prêt hypothécaire de 50,000 francs à 5 % s'élevait à 2500 francs par année. A ce moment-là, il fallait conduire 7000 litres de lait à la fromagerie pour obtenir cette somme. Aujourd'hui, pour la même dette, l'intérêt à 4½ % s'élève à 2250 francs. Mais pour récupérer ce montant il ne faut pas seulement conduire 7000 litres à la fromagerie mais 12,500. Et nous devrions produire moins de lait? Nous déclarons résolument de la façon la plus catégorique, toute réglementation de la production, tout contingentement ne doit avoir qu'un but: la hausse des prix. C'est le seul moyen d'aider à nos paysans.

Les partisans de l'initiative de crise tendent à la *banqueroute de l'Etat*, dit-on. Ce n'est pas nous qui conduisons à la faillite de l'Etat, mais bien les politiciens de la baisse. Dans l'intérêt des *finances publiques*, il faut mettre un terme à la politique de déflation. L'Etat puise ses ressources dans l'économie. La politique de baisse ruine l'économie nationale et, pour l'Etat, la première conséquence sera: moins d'économies, plus de dépenses.

Nous serions partisans de *manipulations monétaires*, dit-on encore. Nous venons de subir une expérience monétaire, dont les effets ont été immenses: la baisse a valorisé nos dettes. Le mot d'ordre de la baisse, à lui seul, est cause de la crise, aggrave la crise. Malgré cela, il existe des artisans et des commerçants qui sont adversaires de l'initiative de crise, parce qu'elle serait une manœuvre marxiste. Et pourquoi est-elle une manœuvre marxiste? Parce qu'elle tend à ce que l'Etat influence l'économie dans l'intérêt de tous et non pas seulement dans l'intérêt de quelques-uns. Et cette initiative, on cherche à la discréditer en la qualifiant de manœuvre marxiste. Aujourd'hui, dans la ville de Zurich, la moitié de la fortune imposable appartient à ½ % des contribuables. Cela démontre, on ne peut mieux, la concentration du capital et de la puissance du capital dans quelques mains.

Nous touchons des *subventions*, dit-on encore. Oui, mais nous déclarons que le régime des subventions, dont nous ne pourrions pas nous passer aujourd'hui, n'est pas le moyen par lequel on peut tirer l'agriculture de la situation difficile dans laquelle

elle se trouve. C'est pourquoi, nous luttons pour une solution qui permettra au paysan de se passer de l'aide de Berne.

Nous ruinons l'Etat, paraît-il. Ce n'est pas par légèreté que les jeunes paysans soutiennent l'initiative de crise. Cette action a été mûrement réfléchie. A la question: «l'Etat est-il en mesure de supporter cette charge» nous opposons celle-ci: Le peuple qui a perdu 250 millions à l'occasion du Krach Kreuger, qui a perdu 1 milliard de francs à l'occasion de la première inflation allemande, qui au cours des dix dernières années exporta bon an mal an 600 millions de francs à l'étranger (afin que l'offre de l'argent à l'intérieur du pays ne soit pas trop abondante, ce qui eût fait baisser le taux de l'intérêt), le peuple qui a thésaurisé 700 à 800 millions en billets de banque et 900 millions en barres d'or, ce peuple n'est-il pas en état de soutenir le prix du lait et d'aider à créer des conditions d'existence suffisantes à ses paysans et à ses artisans?

La déflation n'est pas le moyen propre à *soutenir notre industrie exportatrice*, elle lui nuit au contraire. C'est dans les pays déflationnistes que l'exportation a le plus diminué. L'exportation ne dépend pas du prix, car les pays étrangers ne veulent nos produits à aucun prix, parce qu'ils doivent procurer du travail à leurs ressortissants. On ne peut aider à l'exportation avec la baisse des prix. Il en est de même pour l'hôtellerie aussi longtemps que nous enregistrons des différences de 20 à 40 % dans le cours des changes.

Nous devons, dit-on encore, nous adapter au *niveau du marché mondial*. Où est-il ce niveau? En Amérique, en Yougoslavie ou au Japon? Nulle part, car le niveau du marché mondial n'existe plus.

Si, pour motiver la politique de déflation, le Département de l'économie publique invoque la nécessité de soutenir notre *industrie exportatrice*, le même département, par son *avertissement aux exportateurs* de ne pas trop exporter en Allemagne, montre ce qui lui tient encore plus à cœur. Comment faut-il comprendre cela? D'un côté, l'on vous dit: Abaissez les prix afin de faciliter l'exportation, et de l'autre: N'exportez pas trop. Mais si l'on cherche à comprendre cette contradiction apparente, on constate ce qui suit: des milliards sont placés en Allemagne, mais le Reich ne laisse sortir l'argent qu'au compte-gouttes; une partie de ces fonds est destinée au paiement d'intérêts et l'autre pour l'achat de marchandises. Si nous exportons beaucoup de marchandises en Allemagne, la part réservée au service des intérêts des avoirs gelés en Allemagne est d'autant plus petite! Ce n'est pas le travail pour l'exportation, mais les intérêts des crédits gelés qui importent avant tout. On ne peut mieux souligner le *sens le plus profond de la politique de déflation*:

assurer le revenu du capital, même aux dépens de la force de travail humaine.

C'est pourquoi, nous clamons: *Assez de cette politique néfaste* qui ne tend qu'à sauvegarder les intérêts que d'une minime fraction de la population.

Les intérêts de la collectivité, de la force de travail humaine doivent l'emporter sur ceux du capital.

Dans tous les discours qu'ils ont prononcés, les conseillers fédéraux Musy, Pilet-Golaz et Schulthess n'ont jamais dit que la déflation devait aussi atteindre les intérêts.

Le *taux de l'intérêt* est plus bas qu'avant la guerre, dit-on. Peu nous chante, ce qui importe, c'est de savoir ce que le paysan de la génération d'après-guerre doit vendre pour pouvoir payer ses intérêts.

En mettant un terme à la politique de déflation, rien de positif n'est encore fait, mais nous aurons un *terrain solide sous les pieds* et nous pourrons aviser au nécessaire pour que soit lentement réparé le grave préjudice causé à de larges milieux par la politique néfaste de déflation.

C'est un *scandale de premier ordre* que l'*action de désendettement*, qui est réclamée depuis sept ans et qui, en principe, nous a été promise, ne revienne sur le tapis que sporadiquement, c'est-à-dire à la veille d'élections importantes. Cette année, nous aurons les élections au Conseil national. Mais rien de positif n'a encore été fait pour réaliser cette revendication. Nous savons ce que valent ces promesses.

Il a été créé des *caisses de secours pour les paysans obérés*, nous dit-on. Mais qui est-ce qui supporte les plus grandes charges de l'action d'assainissement? Les citoyens et les petit artisans qui ont déjà assez de charges sans cela. Transporter les charges d'une épaule à une autre n'est pas procurer des allègements.

Enfin la question: *Pourquoi certains chefs des paysans et des artisans sont-ils adversaires de l'initiative de crise?* C'est très simple. Quand ce qui se trouve dans le coffre-fort est plus important que ce que nous réalisons en labourant nos champs, l'intérêt se porte avant tout sur le revenu du capital.

Poussons jusqu'au bout l'examen des objections opposées à l'initiative de crise: Il faut songer au *petit déposant*, ce cher « petit déposant ». Quelles peuvent donc être les raisons de la sollicitude que témoigne subitement la haute finance pour le petit déposant? Parce que l'initiative de crise atteindra ceux qui, aujourd'hui, se font les soi-disant défenseurs du petit déposant, bien avant que ce dernier ne soit atteint. Ces défenseurs, ce sont ceux qui se font appeler au poste de directeur de banque lorsqu'on leur offre un traitement annuel de 100,000 francs. Un traitement de conseiller fédéral n'aurait-il pas suffi?

Nous compromettons le franc suisse, paraît-il. Cela n'est pas vrai. Nous connaissons un *grand danger pour le franc suisse*, un

danger dont les effets ne manqueront pas de se faire sentir lorsque la baisse générale aura déprécié toutes les garanties hypothécaires. *Alors le franc suisse périlitera avec le paysan suisse.* Ce ne seront pas ces messieurs de la haute finance qui supporteront la perte, mais bien le petit épargnant qu'ils prétendent défendre. L'initiative de crise veut parer à ce danger.

On reproche aux jeunes paysans de pactiser avec les «rouges». — Ma mère m'a appris à voir un frère dans l'ouvrier. Nous demandons la justice pour l'ouvrier comme pour le paysan, comme pour l'artisan. C'est ce qui nous unit. Si des considérations mesquines nous empêchent de nous tendre la main, alors notre peuple en verra de cruelles. Une *entente* entre ouvriers, paysans et artisans sera notre salut économique. Dans notre front du travail, je me trouve plus à l'aise que dans celui de nos adversaires où l'on trouve des communistes auprès de ces messieurs des *Basler Nachrichten* et de la *Nouvelle Gazette de Zurich!* Les adversaires de l'initiative de crise ne devraient pas perdre de vue le caractère singulier de leur front. L'exemple du *Berner Tagblatt* met en lumière le manque de logique dont font preuve nos adversaires. Dans le même numéro de ce journal, on peut lire, d'une part, que la loi sur l'organisation militaire a été acceptée grâce à l'appui des syndicats et, d'autre part, on reproche aux jeunes paysans de s'allier aux syndicats marxistes quant à l'initiative de crise. Dans de pareilles conditions, on ne discute plus, on a pitié.

Enfin, n'oublions pas que celui qui a la puissance véritable reste toujours à l'arrière et que, sur le devant de la scène, deux se battent pour lui: l'ouvrier et le paysan. Cela a commencé par l'alliance de l'industrie et des ouvriers en vue d'abaisser le coût de la vie. Vint la baisse des prix qui fut suivie d'une baisse des salaires. Aujourd'hui, on désirerait renouveler l'expérience. Mais nous posons la question: Si, en luttant, l'un des partenaires tombe dans un puits et que l'autre l'y suive, le premier s'en trouve-t-il mieux? Non, il n'y a qu'une solution:

Ou bien les deux groupes principaux du peuple travailleur s'entendront, sinon tous deux courent à l'abîme.

Les syndicats l'ont compris, ils soutiennent notre action pour le maintien des prix. Nous, jeunes paysans, nous voulons aussi tenir compte des revendications des ouvriers. Nous voulons leur aider. Une entente mutuelle sera notre salut économique à tous deux. Nous ne pouvons plus nous payer le luxe de nous combattre réciproquement pour les beaux yeux de « celui qui se tient derrière les coulisses ». L'action entreprise en commun a pour but la justice économique, elle se déroule en marge des partis politiques, c'est la chose du *peuple travailleur dans son ensemble.*

Aujourd'hui, les positions sont prises: d'un côté, l'Union suisse du commerce et de l'industrie, le Conseil fédéral et tous les parti-

sans de la baisse, de l'autre côté, le peuple travailleur qui est menacé dans son existence et qui défend le produit de son travail.

Celui qui veut épargner des perturbations économiques à sa patrie appuiera notre action. Nous n'avons pas d'argent, nous n'avons pas la presse, mais nous avons la force des jeunes.

L'importance du marché intérieur pour l'économie nationale suisse.

Par le Dr W. Gawronsky.

La lutte autour de ce que l'on appelle « l'adaptation » bat son plein. La violence du heurt des arguments invoqués de part et d'autre est due, finalement, au fait que les avis quant à l'importance de notre marché intérieur pour la production indigène sont très partagés. Les partisans de l'adaptation du niveau suisse des salaires et des prix à celui de l'étranger reconnaissent sans autre que la mesure qu'ils préconisent entraînera, pour la population indigène, une diminution de sa capacité de consommation des produits agricoles et industriels. Mais ils sont d'avis que ces inconvénients sont compensés par les avantages qu'en retirerait l'exportation. Les adversaires de la réduction générale des prix et des salaires sont en revanche convaincus que le surcroît éventuel d'exportation ne parviendrait pas, même en mettant les choses au mieux, à contrebalancer le recul des transactions sur le marché intérieur.

S'il était possible de donner des indications, étayées par des chiffres, sur le volume du marché intérieur, cela contribuerait à coup sûr à élucider la question controversée. Il est hors de doute que depuis le début de la crise le marché intérieur a *pris une importance considérable* comme débouché pour les produits de notre industrie et de l'agriculture. De nombreuses exploitations, dans toutes les branches de l'industrie, qui auparavant travaillaient en grande partie ou exclusivement pour l'exportation, ont été de plus en plus contraintes de se *tourner vers le marché intérieur*, en raison, non seulement, des obstacles toujours plus nombreux auxquels se heurtait le commerce international, mais aussi parce que l'étranger pouvait et voulait de moins en moins acheter. A l'abri de mesures de protection, notamment des droits d'entrée et des limitations d'importation, nos industries se mirent à fabriquer de nouveau ou en plus grande quantité des produits qui, autrefois, étaient importés de l'étranger. De cette manière on est parvenu à compenser partiellement le recul des exportations.

Nous n'examinerons pas ici de plus près le caractère général de cette orientation de l'économie suisse vers le marché intérieur,